RAPPORT ANNUEL 2011

international council on archives
conseil international des archives

RAPPORT ANNUEL / ANNUAL REPORT

ANNUAL REPORT 2011
international council on archives
conseil international des archives

TABLE DES MATIÈRES

L'équipe du secrétariat de l'ICA 4
Introduction du Président 6
Déclaration universelle des archives 7
Mot du Secrétaire général 8

1. PROGRAMME PROFESSIONNEL 10
Vers un modèle durable 12
Fonds pour le développement international des archives (FIDA) 17

2. COMMUNICATION ET PUBLICATIONS 20
Le site internet 22
Comma 25
Flash 26
Nouveaux développements au sein des publications 27

3. SITUATION FINANCIÈRE 28
Situation financière de l'ICA 29

MEMBRES 34

L'ÉQUIPE DU SECRÉTARIAT DE L'ICA

Annick Carteret

ANNICK CARTERET - RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION

En tant qu'Administratrice générale, Annick remplit un grand nombre de tâches qui permettent à l'ICA et au Secrétariat d'être opérationnels, et de fonctionner efficacement dans les cadres juridiques et financiers appropriés.
Cette fonction requiert une connaissance détaillée de l'ICA et des lois qui gouvernent les associations en France ainsi que des pratiques comptables.
Elle se focalise notamment dans les domaines suivants :

- Finances (en relation directe avec l'expert-comptable et le vice-président pour les finances)
- Gestion du personnel (contrats, salaires et relations avec l'administration)
- Organisation des réunions de Gouvernance et des Conférences annuelles (en collaboration étroite avec la Secrétaire générale pour les conférences)
- Gouvernance et juridique (soutien apporté au Secrétaire général)
- Soutien administratif du Conseil d'Administration du FIDA
- Administration générale

Stephen O'Connor

STEPHEN O'CONNOR - RESPONSABLE PRINCIPAL DES PUBLICATIONS

Stephen travaille à mi-temps (3jours par quinzaine) dans les bureaux parisiens du secrétariat de l'ICA.
Il est responsable de la publication de Flash et de la production du rapport annuel qui sera réalisé pour la première fois cette année. Il est également secrétaire du groupe de travail en charge de la révision des publications de l'ICA qui comprend des représentants de tous les principaux groupes linguistiques, et s'occupe de la vérification des textes anglais sur le site internet. Il se charge également des traductions lorsque c'est nécessaire, que ce soit pour les publications ou tous les autres types de communications, et remplit d'autres tâches administratives pour le secrétariat ou le FIDA comme la réalisation des comptes rendus de réunions.

Margaret Crockett

MARGARET CROCKETT - SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE (CONFÉRENCES)

Le rôle de Margaret consiste à organiser les conférences annuelles, le programme du Congrès quadriennal, les réunions de gouvernance ainsi que toute la logistique, en étroite collaboration avec la Responsable de l'administration. Cela comprend :

- L'appel d'offre pour les pays hôte
- L'évaluation des candidatures
- La recommandation du lauréat auprès du Comité exécutif
- La conclusion des accords définissant les responsabilités avec le pays hôte
- La gestion des demandes de bourses faites par les particuliers

Elle est également responsable du programme et du contenu professionnel pour les Conférences annuelles et le congrès aux côtés du Secrétaire Général, épaulant le comité scientifique et assurant la liaison avec les intervenants sélectionnés.
Sous la direction du Secrétaire général qu'elle soutient et suppléé si nécessaire, elle met en place une politique de développement professionnel continu et de formation du personnel du secrétariat.

Nathalie Florent

NATHALIE FLORENT - RESPONSABLE DES MEMBRES ET DES PUBLICATIONS

Responsable des membres et des publications, Nathalie se concentre sur la production et la diffusion des publications de l'ICA, en ligne comme sur papier. Ce service est l'un des principaux avantages que l'organisation offre à ses membres. Elle est également secrétaire du Comité de rédaction de Comma. Plus généralement, elle assure la liaison entre les membres et l'organisation et veille à ce que l'ICA dispose en permanence d'informations de première main relatives aux membres : elle met à jour la base de données de l'ICA, prépare l'annuaire des responsables de l'organisation et poste ces informations sur le site Web de l'ICA. En consultation avec le Secrétaire général, elle joue un rôle primordial dans la collecte des cotisations annuelles. Elle assiste également la Responsable de l'administration dans la préparation de réunions de gouvernance de l'ICA, ainsi que sur de nombreuses tâches administratives.

Didier Grange

DIDIER GRANGE - CONSEILLER SPÉCIAL

Après avoir occupé différentes fonctions électives ou bénévoles au sein de l'ICA, Didier est devenu « Conseiller spécial » en 2010.
Cette fonction consiste à effectuer des travaux pour l'ICA et plus particulièrement pour le Secrétariat de notre organisation. Aussi, il assure une veille en lien avec l'ICA et les archives; il seconde Margaret Crockett, dans l'organisation et le déroulement de la Conférence annuelle; il participe aux réflexions autour des programmes de différents congrès (Brisbane 2012, Conférence annuelle 2013 et Seoul 2016); il représente l'ICA au Portail international Archivistique Francophone (PIAF) dont il préside le Comité de pilotage; sur demande du président ou du Secrétaire général, il représente l'ICA dans le cadre de négociations et de conférences par exemple et, finalement, il traite différents dossiers ponctuels. A l'occasion, il rédige aussi des textes et réalise des traductions. Cette activité est bénévole et effectuée sur son temps libre.

David Leitch

DAVID LEITCH - SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

En tant que Secrétaire général de l'ICA, David est le plus haut responsable de l'équipe du secrétariat ainsi que le Directeur exécutif de l'organisation. Il coordonne le travail des responsables de l'ICA et de ses entités, et entretient les relations avec les partenaires extérieurs. Il encadre tout le personnel du secrétariat et, avec son soutien, met en place les réunions de gouvernance de l'ICA. Il est également le Directeur de la communication et des publications, ainsi que le conseiller principal du Président et des titulaires de charge élus pour élaborer les stratégies et les politiques de développement.

Christine Martinez

CHRISTINE MARTINEZ - SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINTE

Christine Martinez est secrétaire générale adjointe plus spécialement chargée de la mise en œuvre du programme professionnel de l'organisation, en étroite collaboration avec le vice-président chargé du programme. A ce titre, elle est la secrétaire de la Commission du Programme (PCOM) dont elle coordonne les activités, notamment l'appel à projets annuel et les programmes spécifiques, conformément aux orientations stratégiques de l'organisation. Pour ce faire, elle est en contact avec les membres, les sections et les branches de l'ICA ainsi qu'avec les partenaires de l'organisation. Elle seconde le secrétaire général en tant que de besoin, notamment dans l'organisation et le suivi des réunions de gouvernance.

Inna Touré

INNA TOURÉ - CHEF DE PROJETS COMMUNICATION EN CHARGE DU SITE INTERNET

Après avoir occupé le poste de Responsable de communication pendant une année, Inna est désormais chargée d'assurer la gestion quotidienne du site internet de l'organisation.
Sa mission est de veiller à la bonne diffusion des messages de l'ICA sur le web et de coordonner la mise en œuvre des projets de communication développés au sein du secrétariat, en fournissant des conseils sur les stratégies de communication à adopter et en réalisant le suivi des prestataires.
Maintenance du site, recherche de solutions techniques, mesure de l'audience et des comportements des utilisateurs, formation, Publication d'articles, traductions de textes, conseils en communication, réalisation de documents d'information ou d'objets promotionnels, ses fonctions sont variées et font appel à ses différentes compétences professionnelles.

Margaret Turner

MARGARET TURNER - CONSEILLER POUR LES TRADUCTIONS ET LES PUBLICATIONS

Le rôle de Margaret consiste à assurer la bonne traduction des documents-clés de l'ICA dans les six langues principales de l'UNESCO (anglais, français, arabe, chinois, russe et espagnol), mais aussi de collaborer avec les branches et les sections de l'organisation pour réfléchir au moyen d'assurer la traduction des autres documents de l'ICA dans le plus grand nombre de langues possibles. Elle est également présidente du groupe de travail chargé de la révision des publications de l'ICA qui présentera ses recommandations pour les publications à venir au cours du Comité exécutif organisé au printemps 2013.

L'INTRODUCTION DU PRÉSIDENT

Je suis très heureux d'avoir rédigé l'introduction de ce rapport annuel dont la publication marque un pas important dans la communication tant avec nos membres dans le monde entier qu'avec nos partenaires extérieurs. En ce qui me concerne, 2011 a été ma première année complète dans la fonction de président et cela s'est avéré à la fois fécond et agréable. J'en suis encore à considérer l'ICA comme une organisation ayant une histoire riche et comptant nombre d'organes en plein essor, dont les branches régionales et les sections. Partout où je vais, je suis très impressionné par la profondeur de l'implication de nos bénévoles et par leur enthousiasme à travailler avec des collègues de différentes cultures et d'autres langues. Il me semble que la diversité linguistique et culturelle de l'ICA est un de ses plus grands atouts en même temps qu'une défense contre toute tendance à une terne uniformité basée sur des concepts qui ne fonctionnent que dans une langue. Nous pouvons être fiers de notre réseau global et devrions être moins hésitants à le proclamer.

J'ai hérité d'une organisation qui a bien fonctionné sous mon très distingué prédécesseur Ian Wilson. Je souhaite maintenant apporter ma propre pierre à l'ICA et, à échéance, le laisser dans de meilleures conditions. Je voudrais faire de l'ICA un avocat plus efficace pour les archives dans la société de l'information et accorder moins d'attention à ses préoccupations internes. Il est cependant certaines questions organisationnelles dont nous devons d'abord sortir, parmi lesquelles la place des archivistes nationaux. Ils payent à peu près 80 % des cotisations et, jusque tout récemment, avaient perdu leur voix propre et distincte au sein de l'ICA. La création du nouveau Forum des Archivistes Nationaux (FAN) tel qu'il a été approuvé lors de l'assemblée générale de Tolède en octobre, a comblé cette lacune. En effet, les archivistes nationaux disposent maintenant de leur propre section tout comme les formateurs, les archivistes d'entreprises et beaucoup d'autres dans les années passées. Ce n'est que justice, et c'était nécessaire. Je voudrais remercier le Dr. Daniel J. Caron, bibliothécaire et archiviste du Canada, pour la direction stimulante avec laquelle il a mis sur pied le FAN en un délai remarquablement court et sans accroc.

Je me suis vite rendu compte en prenant mes fonctions que la CITRA, la Conférence Internationale de la Table Ronde des Archives, requérait une attention urgente. Elle était basée sur une formule qui a bien servi les intérêts de l'ICA pendant de nombreuses années. Cependant, peu à peu, elle n'a plus reflété la composition de la profession en général ; elle laisse désormais sa place à une conférence annuelle ouverte à tous les membres. Ce n'est que le premier pas pour rendre notre organisation plus ouverte et plus démocratique. Une fois de plus, j'ai été très heureux que le Comité exécutif ait accepté à Tolède le principe d'une évolution statutaire nécessaire et je crois que nous serons témoins en 2012 d'importants progrès avec les nouveaux statuts.

En 2011, l'ICA a réussi à avancer en toute confiance, malgré l'impact sévère de la récession sur nombre de membres. Je suis cependant convaincu que nous pouvons faire mieux, avec une stratégie plus clairement définie et une gestion repensée. Comme vous le savez, à la fin de 2011, je me suis présenté pour un second mandat de président et j'ai été particulièrement heureux d'être réélu sans opposition pour deux années supplémentaires, jusqu'à l'automne 2014. Le congrès de Brisbane en août 2012, le premier à se tenir dans la région Australie/Pacifique, représentera une étape marquante pour l'ICA et sera, je le souhaite, un tremplin vers de futurs succès. Je me sens tout à fait conforté à l'idée de pouvoir compter sur le soutien des autres

dirigeants élus, sur le secrétariat et sur tous les bénévoles du réseau de l'ICA, tandis que nous continuons résolument notre tâche qui consiste à faire de l'ICA une organisation qui réponde réellement aux besoins de la communauté archivistique du 21e siècle dans son ensemble.

Martin BERENDSE
Président de l'ICA

LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES ARCHIVES

La Déclaration universelle des Archives de l'ICA (UDA), élaborée en 2007-2009 par un groupe de travail de l'ICA et entérinée lors de l'Assemblée générale annuelle de 2010, a été officiellement reconnue cette année par l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO). L'UDA a en effet été adoptée le 10 Novembre 2011 au cours de la 36e session plénière de la Conférence générale de l'UNESCO, à Paris. Ce remarquable aboutissement est le fruit des efforts de nombreuses personnes, parmi lesquelles Jens Boel (archiviste en chef de l'UNESCO), M. Papa Momar Diop (ancien directeur des Archives nationales du Sénégal et actuellement ambassadeur délégué permanent du Sénégal auprès de l'UNESCO), et Mme Joie Springer (experte-conseil pour le programme auprès de l'UNESCO). Un projet de résolution de l'UNESCO a été présenté, qui replaçait l'UDA dans le contexte de la constitution de l'UNESCO, en articulation avec d'autres textes fondamentaux de l'UNESCO tels que l'article 19 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, et avec des initiatives telles que le projet Mémoire du monde et le travail du Bouclier bleu. La résolution était portée par la délégation de Pologne, et a reçu le soutien écrit de la République de Corée et du Vietnam. L'ICA a mobilisé à cette occasion tous ses leviers d'action, essentiellement par le biais de la Section des Associations professionnelles (SPA), qui a encouragé ses associations membres à intervenir auprès des délégations nationales et à les sensibiliser en faveur de l'adoption de la résolution. Une version actualisée du poster de l'UDA est désormais disponible, qui tient compte du nouveau statut de l'UDA en tant que déclaration de l'UNESCO ; le travail de promotion de l'UDA se poursuit auprès des archivistes et du grand public au sens large.

MOT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

L'année 2011 s'est avérée chargée pour le Secrétariat mais aussi fort enrichissante, étant donné que l'ICA a tenu une série de réunions de direction résultant d'un intense travail de préparation au cours de l'année, dont le point culminant a été l'assemblée générale de Tolède au mois d'octobre. Ceci incluait la gestion, pour la première fois, du processus ouvert et transparent par lequel la Corée a été sélectionnée comme hôte du congrès de 2016. A la fin de l'année, nous étions tous assez fatigués mais contents d'avoir fait tout notre possible au service de l'organisation et de ses membres.

Depuis 2008, nous avons adopté une politique visant à nous rapprocher de l'Amérique latine, région à laquelle il est nécessaire d'accorder plus d'attention. En mars 2011, nous avons poursuivi cet effort en organisant tour à tour une réunion de la commission du Programme au Costa Rica, puis une réunion du Comité exécutif au Panama. Fin juin, Didier Grange et moi-même avons assisté à la 7e Conférence des archives de tradition ibérique et à l'assemblée générale de l'Association des archivistes d'Amérique latine (ALA) à Rio de Janeiro. Il est intéressant d'observer qu'ALA est elle-même aux prises avec des défis administratifs comparables à ceux de l'ICA, notamment ceux engendrés par la politique linguistique et par les questions relatives à la mise en place d'un barème équitable des cotisations. Je crois que nous avons eu un échange très enrichissant avec les membres d'ALA et que certains malentendus antérieurs ont été au moins en partie résolus. Le respect avec lequel les collègues latino-américains sont tenus au sein de l'ICA s'est révélé une fois de plus à Tolède, lorsque Jaime Antunes da Silva (Brésil) a été élu vice-président ad interim pour les branches régionales) et qu'Alicia Casas de Barrán (Uruguay) a été la deuxième femme nommée « Amie de l'ICA ».

Le Secrétariat s'est efforcé d'apporter son soutien aux sections et aux branches régionales en leur offrant des fonds sur le budget de l'ICA et en envoyant un représentant à leurs réunions lorsqu'elles le sollicitaient. Certaines sections et branches régionales ont une activité soutenue avec des programmes complets de réunions et de conférences. En mai 2011, la section des Archives des universités (SUV) a organisé au Canada une conférence sur « Communication interne et externe des archives » ; le mois suivant, ESARBICA a étudié le rôle de la gestion des archives et de l'archivage comme soutien de la réforme du secteur public au Mozambique ; en octobre, la section des Archives des parlements et des partis politiques (SPP) a discuté de la place des archives dans la transition démocratique en Lituanie ; enfin en novembre, EASTICA (branche régionale pour l'Asie orientale) a analysé dans sa conférence de Tokyo les problèmes relatifs à la législation, à l'accès et à la conservation à l'ère numérique.

En outre, la section des associations professionnelles (SPA) a tenu à Edimbourg à la fin août sa seconde conférence internationale pour les associations professionnelles d'archivistes, en partenariat avec la Archives and Records Association (ARA) du Royaume Uni. Les participants ont discuté avec énergie de thèmes aussi divers que la méthodologie pour élaborer un référentiel métier et la diffusion de la déclaration universelle sur les archives.

Ce bref résumé ne constitue pas une liste exhaustive et ne rend pas justice à l'étendue et à la profondeur de l'activité des sections et des branches. De plus amples informations peuvent être trouvées dans les numéros de Flash et sur le site de l'ICA. Cependant, face à toute cette activité productrice, certaines branches en particulier doivent de toute évidence faire face à de sévères problèmes pour maintenir leur fonctionnement de base. En 2012, la priorité immédiate sera bien entendu le succès du congrès de Brisbane. Cependant, une fois le congrès terminé, le Secrétariat, en collaboration avec le Président, posera la question du soutien renforcé qui pourrait être accordé aux branches qui en ont le plus besoin. L'ICA ne peut être crédible lorsqu'il se targue d'être un réseau réellement global sans branches régionales florissantes.

Bien qu'il n'y ait pas eu d'investissement majeur pour le site web en 2011, l'architecture de son information a été simplifiée et rendue plus conviviale. Le centre de ressources en ligne a été restructuré pour que son contenu devienne plus accessible. Dans le domaine des publications, nous avons signé un contrat de trois ans avec les Presses universitaires de Liverpool pour la production et la distribution de la revue Comma et de Flash. Si les ressources le permettent, nous avons l'intention de procéder à une conversion rétrospective des revues de l'ICA et de les mettre gratuitement à la disposition des membres de l'ICA sur le site. En 2012, nous prévoyons de moderniser le bulletin d'information avec davantage d'articles thématiques, tandis que les nouvelles courantes seront publiées en temps réel sur le site.

Le Secrétariat est très reconnaissant aux bénévoles pour leur inlassable travail qui permet de prolonger les modestes ressources de l'ICA. Il est néanmoins très clair que l'organisation n'obtiendra le succès viable que ses membres méritent que si elle parvient à obtenir beaucoup plus de revenus de sources externes.

DAVID A. LEITCH
Secrétaire général de l'ICA

1

PROGRAMME PROFESSIONNEL

LE PROGRAMME PROFESSIONNEL VERS UN MODÈLE DURABLE

Depuis juillet 2008 et la mise en place d'une nouvelle Commission du Programme (PCOM) disposant de sa propre ligne budgétaire et de nouvelles procédures, l'accent a été mis sur le renforcement de structures permettant au programme professionnel de s'épanouir.

AMÉLIORER LA QUALITÉ DU SOUTIEN OFFERT AUX PROJETS

Pour encourager les membres à répondre à l'appel à projets, la Commission du Programme a décidé en 2011 d'élargir la définition et les critères de sélection d'un projet de PCOM, en particulier pour prendre en compte la mise en œuvre, l'utilisation ou la traduction d'un produit existant de l'ICA. Par ailleurs, le montant de base généralement affecté à des projets financés a été potentiellement augmenté à 10 000 euros de sorte que les projets considérés comme stratégiques pour l'ICA puissent bénéficier d'un soutien financier plus important. En outre, le « kit de ressources du candidat à l'appel à projets » a été complété par de nouveaux outils, y compris un formulaire avec des indications expliquant comment remplir le dossier. Lors de la CITRA de Tolède, une présentation dédiée permis d'expliquer aux membres intéressés par l'appel à projets comment préparer leur proposition de projet.

EN 2011, GRÂCE AU FINANCEMENT DE PCOM:

- 6 projets ont démarré
- 4 projets ont pu continuer
- Un projet présenté par une jeune professionnelle a été financé
- 2 Reporters volants ont assisté à la CITRA de Tolède
- Trois experts de l'ICA ont assisté à des conférences internationales sur l'archivage électronique
- Un expert a présenté la boîte à outils de PARBICA «l'archivage, clef d'une bonne gouvernance» lors de la Conférence d'ESARBICA à Maputo (juin 2011)

CHRONOLOGIE DES MEDIAS AUDIOVISUELS ET TECHNIQUES

PROJET FINANCÉ EN 2011, PROPOSÉ PAR LE GROUPE DE TRAVAIL ARCHIVES AUDIOVISUELLES DE L'ICA

L'évolution de la mémoire audiovisuelle est étroitement liée aux technologies d'enregistrement et de reproduction des images et des sons. Celles-ci ont connu un développement rapide depuis la fin du XIXe siècle et s'appuient sur une grande variété d'équipements et de techniques. La connaissance de ces évolutions est essentielle pour préserver notre patrimoine audiovisuel. Le Centre Recerca i Difusion de la Imatge (CRDI) de la ville de Gérone, en collaboration avec le Groupe de travail Archives Audiovisuelles de l'ICA a élaboré cinq chronologies pour célébrer la Journée mondiale du patrimoine audiovisuel, spécifiquement dédiées à la photographie, aux images animées, aux films amateurs, à la télévision, et aux bandes vidéo et sonores. Ce projet a permis de réaliser une affiche bilingue (anglais / catalan et français / espagnol) donnant un aperçu des principales étapes du développement des technologies audiovisuelles et photographiques. Des pages Web interactives ont également été mises au point sur le même principe.

RENFORCER L'APPROCHE « PROGRAMMES SPÉCIFIQUES »

Bien que le premier ait été proposé en 2009, 2011 a été l'année des programmes spécifiques. Pour la première fois ils ont bénéficié d'un budget modeste, mais distinct pris sur la dotation allouée au programme professionnel, permettant ainsi à la Commission du Programme de proposer des activités parallèlement aux projets résultant de l'appel annuel. Par exemple, dans le cadre du programme « Bonne gouvernance », un expert de PARBICA a participé à la conférence ESARBICA à Maputo (juin 2011) et a présenté un exposé sur la boîte à outils «l'archivage clef d'une bonne gouvernance», première étape d'une campagne visant à diffuser cette boîte à outils dans l'Afrique anglophone. Autre exemple : l'attribution d'une bourse au meilleur projet présenté par un jeune ou un nouveau professionnel, proposée pour la première fois en 2011.

PROMOTION DE LA BOÎTE À OUTILS DE PARBICA « L'ARCHIVAGE CLEF D'UNE BONNE GOUVERNANCE » AU BURKINA FASO

En 2010, le Burkina Faso a lancé un programme « un bon archivage pour une bonne gouvernance » piloté par le ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité sociale. Soutenue par un financement de PCOM, l'association des Archivistes français a proposé de contribuer à cette initiative en organisant des ateliers basés sur la boîte à outils de PARBICA « l'archivage clef d'une bonne gouvernance », qu'elle a adaptée et traduite en français. Trois ateliers ont été organisés en 2011, dont un sur la politique d'archivage: à la suite de celui-ci, le groupe de pilotage du programme « un bon archivage pour une bonne gouvernance » composé de représentants de divers organismes publics, de l'Assemblée nationale et du Centre national des Archives, a élaboré un projet de politique d'archivage pour le Burkina Faso, pour approbation par le gouvernement.

Atelier sur la politique d'archivage, Centre national des archives, Ouagadougou, décembre 2011

ICA-ATOM

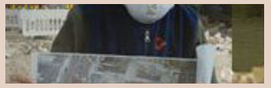
- Description en ligne des fonds d'archives selon les quatre normes de description de l'ICA: ISAD(G), ISAAR(CPF), ISDIAH, ISDF
- Multilangue
- Open source
- La version 1.2 évaluée par des experts techniques indépendants inclut de nouvelles fonctionnalités.

Enfin, le programme « archivage électronique et outils numériques » a été proposé en mars 2011 par la Commission du Programme et approuvé par le Comité exécutif parce qu'il répond à l'objectif stratégique 2 de l'ICA. Il vise à identifier et à soutenir les approches les plus innovantes ou des projets importants initiés par les membres, et à permettre à d'autres membres de les utiliser, les aidant ainsi à renforcer leur position lorsqu'ils doivent traiter des problèmes d'archivage électronique. Grâce à ce programme, PCOM a chargé des experts de faire des rapports sur les conférences importantes dans ce domaine, a lancé une enquête sur les dépôts numériques fiables, et soutenu des projets innovateurs comme le « Curator's workbench » outil open-source récemment développé permettant de préparer la collecte et le flux de documents numériques conçu par Erin O'Meara, e-archiviste, et Greg Jansen, développeur de logiciels à l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill. Le programme appuiera également des projets phares de l'ICA tels que la version 1.2 d'ICA-AtoM qui a été publiée en 2011.

En ajoutant ce quatrième programme aux propositions déjà existantes, PCOM vise à répondre à la vision de l'évolution du programme professionnel de l'ICA proposée par le président Martin Berendse, pour permettre aux membres de jouer un rôle de premier plan dans la société de l'information: les archives dans le monde numérique, les droits des citoyens, la conservation, la collaboration entre les experts les plus expérimentés et les jeunes professionnels sont désormais largement couverts par les programmes spécifiques, dont les pages dédiées sur le site de l'ICA ont été mises au point et/ou enrichies.
Chacun de ces programmes bénéficiera également des conseils et du soutien de deux « promoteurs » choisis parmi les membres de PCOM, qui agiront à la fois comme ambassadeurs et experts dans le domaine.

LES PROGRAMMES SPÉCIFIQUES SUR LE SITE WEB ICA

PROGRAMME « JEUNE ET NOUVEAUX PROFESSIONNELS »
http://www.ica.org/1342/programme-jeune-et-nouveaux-professionnels/au-sujet-du-programme-jeunes-et-nouveaux-professionnels.html



PROGRAMME « GESTION DES URGENCES »
http://www.ica.org/1280/a-propos-du-programme-gestion-des-situations-durgence/notre-programme-gestion-des-situations-durgence.html

PROGRAMME « BONNE GOUVERNANCE »
http://www.ica.org/9040/programme-bonne-gouvernance/programme-bonne-gouvernance.html

PROGRAMME « ARCHIVAGE ÉLECTRONIQUE ET OUTILS NUMÉRIQUES »
http://www.ica.org/9080/programme-archivage-lectronique-et-outils-numriques-/pourquoi-un-programme-sur-larchivage-lectronique.html

2011: UNE ATTENTION SPÉCIALE PORTÉE À LA CONSERVATION

Les institutions d'archives et des professionnels du monde entier ont toujours fait face aux défis relatifs à la conservation et devront continuer à les relever dans le futur. Outre les aspects traditionnels, dont la conception et l'aménagement de bâtiments d'archives et la conservation, qui méritent d'être revisités, les questions liées à l'archivage numérique, telles que la préservation à long terme, dominent maintenant nos vies professionnelles. En outre, un nombre croissant de catastrophes naturelles ou causées par l'homme ont frappé notre patrimoine archivistique, infligeant parfois de lourds dégâts et désorganisant les systèmes d'archivage dans de nombreux pays à travers le monde, l'exemple le plus récent étant le grave séisme de 2010 en Haïti.

En 2004, l'ICA avait déjà identifié la préservation et la conservation comme un domaine essentiel de la coopération internationale en l'érigeant en dossier prioritaire pour la nouvelle Commission du Programme. En 2009, face à la menace constante de catastrophes naturelles, PCOM a créé un programme dédié mettant l'accent sur des situations difficiles résultant de catastrophes qui ont eu un impact majeur sur les archives et l'archivage, et a depuis lors financé certains projets visant à aider les collègues à mieux protéger leurs archives et à se préparer eux-mêmes pour faire face à de telles situations.

Les diverses initiatives de l'ICA dans ce domaine ont fait de 2011 «l'année de la conservation», qui a culminé en octobre avec la conférence internationale de la table ronde des archives 2011 qui s'est tenue à Tolède (Espagne) et dont le thème était «Sauvegarder les archives dans un monde numérique : la conservation des archives au 21ème siècle». Parmi les conférenciers de haut niveau, Mounir Bouchenaki, directeur général du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (ICCROM), Karl von Habsburg, président de l'Association des Comités Nationaux du Bouclier Bleu (ANCBS), et David Bearman, membre fondateur d' Archives & Museum Informatics ont partagé leurs points de vue, tandis que des ateliers sur la planification en cas de catastrophe ont été animés par des experts. Outre les questions techniques relatives aux copies de sécurité et de substitution, la numérisation comme outil de conservation et les équipements d'archives physiques et virtuels, la capacité de la profession à réagir rapidement et à travailler en collaboration a été clairement démontrée lors d'une séance sur la planification et la réaction en cas de catastrophe. Des intervenants venus du Japon, de Cologne, d'Heidelberg, de France et représentant le Comité du Bouclier Bleu ont décrit leurs expériences et ont démontré que les membres de l'ICA peuvent apporter une réponse efficace aux demandes d'aide après une catastrophe, bien qu'il y ait encore beaucoup à faire pour travailler plus efficacement dans ce domaine.

C'est pourquoi en 2011, afin de concrétiser sa capacité à réagir et à aller au-delà d'une simple déclaration assurant les collègues du soutien de l'ICA, la Commission du Programme a proposé de créer un Fonds de l'ICA pour les catastrophes permettant à l'organisation de fournir à ses membres une aide rapide et concrète quand ils ont subi une catastrophe, répondant à leurs besoins et à leurs attentes. Cette proposition a été approuvée à l'unanimité par le Comité exécutif en mars 2011.

Partage des expériences sur la gestion des catastrophes à la CITRA 2011 à Toledo, avec le président des Archives nationales du Japon, l'Archiviste national d'Haïti, le président de l'Association des Comités Nationaux du Bouclier Bleu, la présidente d'Archivistes sans Frontières-France, et l'archiviste de Cologne

LE FONDS DE l'ICA POUR LES CATASTROPHES
- Mise de fonds d'environ 25 000 €
- Ouvert aux dons des membres
- Devrait fournir une aide concrète, par exemple envoi d'experts pour évaluer les dégâts et le soutien nécessaires, achat de fournitures spécifiques (boîtes et dossiers sans acide, conteneurs, etc.), missions de sauvetage des archives ...
- Peut être activé par un processus de décision rapide.

OKE (oke.ica.org)
OKE= échange ouvert de connaissances
Ouvert aux membres et aux non-membres de l'ICA
Espace nouvellement créé pour partager des informations et discuter des questions professionnelles
Outil pour les organes de l'ICA et permettant aux groupes de travail de travailler sur leurs projets en cours

La conservation et préparation aux catastrophes ont également été parmi les sujets favoris débattus en 2011 sur la plate-forme d'échanges nouvellement créée par l'ICA, OKE: à travers deux groupes de discussion, « Planification de la reprise d'activité » et « Archives et le changement climatique », les membres sont encouragés à partager leurs réflexions, leur expertise et leurs opinions. Les conclusions seront publiées sur le site de l'ICA.

Structures, ressources, débats dédiés ... et opportunités de formation: entre autres initiatives, deux ateliers sur la gestion des catastrophes ont été organisés à la CITRA de Tolède (dont un mettant en particulier l'accent sur les climats tropicaux). Un atelier de l'ICA sur « La reprise d'activité après une catastrophe ou une crise » a également été mis en place pour les collègues francophones en Afrique de l'Ouest. Tenu en juin 2011 à Porto Novo (Bénin), co-organisé avec les Archives nationales du Bénin et animé par deux formateurs, il a réuni 30 participants qui ont partagé leur expérience sur la gestion des catastrophes et appris à connaître les processus de reprise d'activité et les programmes de protection des documents essentiels.

DÉPÔTS NUMÉRIQUES FIABLES: PARTAGEZ VOTRE EXPÉRIENCE

La question des dépôts numériques fiables, ou DNF, devient essentielle lorsqu'il s'agit de la préservation à long terme en toute sécurité. À l'automne 2011, la Commission du Programme a lancé une enquête simple pour identifier des projets DNF en cours ou achevés. La deuxième phase de l'enquête a consisté à demander aux 28 institutions participantes si elles seraient prêtes à partager leur expérience et leur expertise avec d'autres membres de l'ICA souhaitant développer de tels projets. L'objectif final de l'ICA est de fournir aux membres une plate-forme dédiée par laquelle ils peuvent accéder à des informations et à des études de cas.

...ET UNE ATTENTION SPÉCIALE PORTÉE À L'AMÉRIQUE LATINE

Depuis 2008, la Commission du programme compte deux experts d'Amérique latine parmi ses membres. Alicia Casas de Barrán, archiviste national d'Uruguay, et María Teresa Bermúdez Muñoz, professeur à l'Université du Costa Rica, fournissent à PCOM conseils et avis sur les besoins et les attentes des collègues de leur région. 2011 a été une excellente occasion de promouvoir le programme professionnel de l'ICA dans cette région, car l'Université du Costa Rica a accueilli la réunion de printemps de PCOM au mois de mars. Lew Bellardo, vice-président du Programme, a été invité à y présider la séance d'ouverture de l'année universitaire, consacrée au programme professionnel de l'ICA. Christine Martinez, secrétaire général adjointe du Programme, a répété l'exercice une semaine plus tard à l'Université du Panama.

Un grand nombre de professionnels, les étudiants et leurs professeurs ont assisté à deux présentations qui dénotent un grand intérêt pour l'ICA et la coopération professionnelle internationale parmi la communauté de langue espagnole de l'ICA. María Teresa Bermúdez Muñoz a présenté le programme professionnel à des collègues internationaux au Pérou, tandis qu'Eugenio Bustos, membre du bureau de la CITRA et de PCOM, a parlé lors de la conférence des archives du Mercosur au Paraguay en novembre. Cet intérêt reflète une prise de conscience accrue parmi la communauté latino-américaine pour les projets de PCOM. L'un des projets financés en 2011 présentés par une collègue de l'Argentine a abouti à la création du Forum ibéro-américain sur l'évaluation qui a eu lieu pour la troisième fois à Lima (Pérou) en août 2011. Ce projet sur l'évaluation a été présenté, avec un autre projet de l'ICA sur les documents essentiels dans les administrations municipales présentées par la municipalité de Bogotá, à la CITRA de Tolède.

La conférence d'ouverture de l'année académique à l'Université du Costa Rica: Lew Bellardo, María Teresa Bermúdez Muñoz et Christine Martinez présentent le programme professionnel de l'ICA.

FIED ICA
Foro Iberoamericano de Evaluación de Documentos

FORO IBEROAMERICANO DE EVALUACIÓN DE DOCUMENTOS (FIED)

- Forum professionnel international soutenu par PCOM depuis 2009
- Parmi les partenaires: Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Mexique, Pérou, Uruguay et Espagne
- Échange d'expériences, d'expertise et de préoccupations sur l'évaluation dans une perspective régionale
- Sensibiliser à l'importance de l'évaluation et aider les archivistes et gestionnaires de l'archivage à promouvoir l'évaluation parmi les producteurs de documents et la société en général
- Mise au point en 2011 d'une méthodologie (stratégies, méthodes, activités et techniques appliquées à l'évaluation)
- Actes publiés sur le site de l'ICA
- Série de produits comprenant des orientations pour l'évaluation
- Une proposition pour un programme d'évaluation, une bibliographie, un profil professionnel en ce qui concerne l'évaluation

UN FIDA REVITALISÉ

Session de formation
CEDIMO, Mozambique

Le Fond pour le Développement international des Archives (FIDA), nouvellement revitalisé, a travaillé d'arrache pied depuis 2010 pour venir en aide aux archives et aux archivistes dans les pays en développement. Le FIDA est administré par un Conseil d'administration composé de membres issus de six pays d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Nord et du Sud, sous la présidence de Sarah Tyacke. Il cherche à répondre aux besoins spécifiques du monde en développement, aux niveaux régional et national, en apportant une aide financière qui se monte actuellement tous projets confondus à 25.000 € par année. Il donne également des conseils professionnels aux individus, groupes ou associations sur la manière de conduire leurs projets, s'ils le souhaitent, en tant que « fond-conseil »; ces avis peuvent comporter des suggestions quant à d'autres possibilités de financement additionnel ou d'assistance. Le Conseil d'administration du FIDA actuel considère que son rôle consiste à fournir un appui avec les fonds modestes dont il dispose, tant au plan financier qu'en aidant les archives et les archivistes à s'aider eux-mêmes. Le Conseil d'administration du FIDA sélectionne les meilleurs projets, supervise la réalisation des projets et rapporte au Conseil exécutif de l'ICA. Le FIDA fait également tout son possible pour encourager des donations. Le but est de fournir un soutien aux archivistes en exercice et aux archives de toutes sortes plutôt que de développer des produits d'usage archivistique plus général ou des programmes professionnels à long terme, qui relèvent de PCOM.

L'appel aux projets de 2010 s'est soldé par 10 candidatures, dont quatre ont été financées et ont été remplies avec succès. Une autre candidature, une enquête sur les documents religieux au Botswana, a été renvoyée vers une source de financement plus appropriée, et a été achevée avec succès.

BREF RÉSUMÉ :

➡ FIDJI. 3.000 € attribués pour aider un membre de l'équipe des Archives nationales de Fidji pour se rendre pendant trois semaines aux Archives nationales de Nouvelle Zélande pour étudier les pratiques de gestion des documents, particulièrement le tri et l'élimination, pour son développement personnel et pour qu'il forme les fonctionnaires des agences gouvernementales à ces techniques et ces pratiques. Résultat de cette formation : le candidat a réalisé avec succès un tri interne aux Archives nationales et deux autres dans les départements occidentaux de Fidji en février 2011.

➡ CEDIMO. Mozambique. 7,000 € attribués pour la formation de trois centres pilotes de documents au Mozambique, principalement pour la gestion des documents semi-courants, y compris le tri. Le rapport final note: « Nous avons formé à la gestion des documents semi-courants 40 agents officiels de l'État de toutes les provinces et de certains districts de notre pays ».

FIDA
• Répondre aux besoins spécifiques au niveau régional et national.
• Jusqu'à 25.000€ t par année.
• 8 projets financés depuis sa réactivation.

➡ IWOKRAMA, Centre international pour la conservation et le développement de la forêt tropicale, Guyana. 8.000 € attribués à un projet pour fournir un programme initial de formation pour la gestion des documents et des archives à l'intention de l'équipe non formée qui a la responsabilité des documents et des archives. 26 participants ont assisté à un atelier de 3 jours plus une séance d'un jour consistant à « former les formateurs ». L'assistance était composée de deux représentants de la plupart des organismes, afin de faciliter la formation en cascade, et les Archives nationales de Guyana ont organisé un atelier en automne 2011 pour partager les compétences à l'aide de participants à la formation financée par le FIDA et sensibiliser les services gouvernementaux aux archives.

➡ ESARBICA. 8,000 € pour la formation d'archivistes de la région à la conservation des archives audio-visuelles, aux Archives nationales du Zimbabwe. 21 archivistes, bibliothécaires et visionneurs de films de la région ont participé. Parmi les résultats, il y a eu le développement d'un petit réseau pour faire face aux problèmes techniques dans la région ESARBICA; développement de la meilleure pratique dans la conservation et la gestion de la collecte, y compris l'usage de ERMS et de EDRMS; développement d'une législation relative à la conservation des archives audio-visuelles; confirmation d'ateliers annuels s'ajoutant au premier qui avait eu le soutien du FIDA.

20 DOSSIERS ONT ÉTÉ REÇU APRÈS L'APPEL AUX PROJETS DE 2011 ET DES FONDS ONT ÉTÉ ATTRIBUÉS AUX PROJETS SUIVANTS:

➡ PALAU. 5,000 € au Bureau des Archives nationales de Palau pour qu'un membre de leur équipe fasse un stage aux Archives nationales de Nouvelle Zélande, avec l'accent mis particulièrement sur les techniques de tri, les délais d'élimination, la conservation et l'accès, le classement et la description, ainsi que d'autres fonctions archivistiques de base, en vue d'établir un programme de gestion des documents.

➡ ILES SALOMON. 8,000 € pour le projet des Iles Salomon: projet relatif à la collecte, la conservation, l'accès et la formation, afin de conserver une des plus importantes et des plus précieuses collections. Actuellement, la collection est conservée aux Archives nationales des Iles Salomon (NASI) mais a besoin de façon urgente d'un travail de conservation si l'on veut éviter d'en réduire l'accès. Quatre buts principaux ont été identifiés pour ce projet: assurer la conservation de cette collection absolument unique; rendre la collection plus accessible en mettant à disposition un inventaire; former les membres du personnel aux techniques de base de la conservation et de l'accès; développer un manuel de la conservation. Cette candidature avait déjà été soumise en 2010.

➡ BURUNDI. Les documents éparpillés dans tout le pays sont cruciaux pour la nation et sont à présent dans un besoin désespéré de relevé, de conservation et d'accès. C'est un gros projet qui devra être réalisé en diverses phases et réévalué d'un point de vue financier. C'est pourquoi le FIDA a offert 2.500 € à ABABDU BURUNDI pour louer les services d'un consultant pour retravailler sur le dossier de son application et le soumettre à nouveau.

➡ COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE.
Le FIDA a accepté d'offrir une somme allant jusqu'à 8,000 € (encore à négocier) à l'archiviste de la Commission, avec le soutien interne de la Commission (financement également à prévoir), pour planifier et mettre sur pied une section pour la gestion des documents et des archives.
Le projet est encore sous discussion. Quelques autres candidatures de 2011 doivent être resoumises pour la série 2012 des candidatures après avoir reçu quelques éclaircissements. Deux autres candidatures, l'une d'Amérique du Sud et l'autre de Tanzanie, ont reçu le conseil de chercher appui auprès d'un financement plus approprié. Nous attendons les résultats en question avant d'entamer toute nouvelle action.

CONCLUSION

Il est évident que d'après l'expérience des administrateurs, il y a aujourd'hui un réel besoin pour ce type d'assistance. Les administrateurs sont heureux que tant de personnes originaires de pays de langue française, portugaise, anglaise et espagnole aient présenté des projets. La besogne est longue et répétitive pour obtenir de bons résultats, tant et si bien que l'effort de tous est nécessaire.
Il est certain aussi que les résultats atteints par les administrateurs au cours de la seconde année couvrent un plus grand domaine, que ce soit en Europe de l'Est et en Amérique du Sud, en Australasie ou en Afrique francophone, lusophone ou anglophone. L'Asie centrale et méridionale et le Moyen Orient n'ont pas encore soumis de projets et nous devrons discuter des raisons de cette situation à Brisbane avec nos collègues des régions.
Les principaux domaines concernés pour lesquels nous devons être vigilants comprennent la gestion des documents aux niveaux national et provincial, ainsi que l'organisation des archives, comme le tri, la digitalisation, la conservation et la gestion des documents audio-visuels (TV).
Il est également fort agréable de noter que, en l'absence de toute publicité, des collègues des archives du monde entier ont fait des dons modestes mais appréciables. Les administrateurs souhaitent encourager plus de personnes à agir de cette façon.

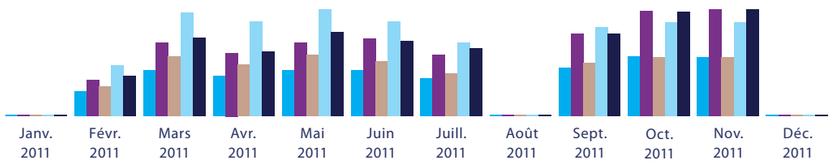
9

COMMUNICATION ET PUBLICATIONS

LE SITE INTERNET DE L'ICA

Après des débuts hésitants, le site internet de l'ICA a connu une nette progression de sa fréquentation dès le mois de mars 2011 (22.533 visites au mois de mars contre 32. 423 visites au mois de novembre, soit une hausse de près de 44 %).
122.393 visiteurs uniques ont visité le site 207.396 fois entre les mois de février et de novembre 2011 pour un total de 7.252.864 pages consultées. Cela correspond à 35 pages en moyenne par visite.
Ces chiffres en progression sont le résultat des efforts qui ont été déployés tout au long de l'année pour améliorer l'ergonomie du site, publier davantage de contenu en français et en anglais, et offrir davantage de services aux membres de l'organisation.

STATISTIQUES DU SITE INTERNET EN 2011



Mois	Visiteurs uniques	Nombre de visites	Pages	clics	Bande passante
Janv. 2011	0	0	0	0	0
Févr. 2011	7 351	11 032	457 025	788 491	9.18 GB
Mars 2011	13 801	22 533	926 239	1 598 697	18.32 GB
Avr. 2011	12 034	19 097	797 071	1 480 296	15.02 GB
Mai 2011	13 711	22 604	937 626	1 650 790	19.63 GB
Juin 2011	13 906	23 687	853 349	1 484 554	17.53 GB
Juill. 2011	11 217	18 729	657 470	1 137 821	15.87 GB
Août 2011	0	0	0	0	0
Sept. 2011	14 525	24 989	812 443	1 389 223	19.12 GB
Oct. 2011	18 058	32 302	902 882	1 454 897	24.23 GB
Nov. 2011	17 790	32 423	908 759	1 461 101	24.67 GB
Déc. 2011	0	0	0	0	0
Total	122 393	207 396	7 252 864	12 445 870	163.56 GB

Page d'accueil du site ICA

UNE INTERFACE PLUS CLAIRE POUR UN ACCÈS SIMPLIFIÉ À L'INFORMATION

UNE PAGE D'ACCUEIL ALLÉGÉE,
UNE NAVIGATION FLUIDIFIÉE
Il a été rapidement choisi de limiter le nombre d'informations postées sur la page d'accueil de manière à valoriser davantage les nouvelles intéressant l'intégralité de la profession, les projets d'actualité et les consultations en cours.
Le menu de navigation a été repensé pour fournir un accès immédiat vers certaines aires du site très consultées par les membres (le Centre de ressources et les espaces réservés aux Branches et aux Sections).
Enfin, et toujours pour optimiser l'ergonomie générale du site, des liens directs vers des rubriques utilitaires ont été disposés juste en dessous du menu de navigation afin de regrouper différentes « pages pratiques » disséminées à travers le site.
Ces nombreuses actions ont permis de fluidifier la navigation et de faciliter l'accès à l'information.

UNE INTERFACE CLARIFIÉE
Les menus statiques et leurs sous-menus ont progressivement été réorganisés afin de rendre l'accès aux informations plus instinctif. L'intégralité du site de l'ICA s'organise désormais autour des 5 rubriques suivantes:

- Le menu « Découvrir l'ICA » offre une présentation générale de l'organisation et de ses objectifs, fournit des informations sur les membres et indique comment s'inscrire à l'ICA.
- Le menu « Notre fonctionnement » explique le mode de fonctionnement de l'organisation et donne accès aux parties du site réservées aux organes de la Gouvernance.
- Le menu « Notre programme » décrit précisément l'ensemble du programme professionnel de l'ICA et présente de nombreux exemples de projets. Il donne également accès aux aires du site réservées aux groupes de travail et aux comités.
- Le menu « Partager nos connaissances » permet d'accéder aux ressources de l'ICA et propose divers outils destinés à favoriser la collaboration professionnelle. Cette rubrique comporte aussi de nombreuses informations sur les événements organisés par l'ICA et/ou par les archivistes du monde entier.
- Le menu « Notre réseau » fournit des informations destinées à informer les visiteurs sur les différentes manières de s'investir dans l'organisation et propose un accès vers les Branches et les Sections de l'ICA

UN SITE WEB PLUS FOURNI

DES WEBMESTRES INVESTIS POUR UNE PRODUCTION QUI S'AUTONOMISE

Grâce à la désignation de webmestres par les Branches et les Sections, la publication de contenu sur les différentes aires du site est devenue plus régulière.

Ces acteurs-clés pour l'animation et la diversification du site sont devenus plus autonomes en 2011 et, avec l'appui du secrétariat, ont progressivement investi l'espace dédié à leur organe de référence sur le site. Ainsi, de nombreux ajustements ont été réalisés au cours de l'année et une collaboration productive a favorisé la mise en ligne de contenus toujours mieux adaptés aux contraintes de la publication sur le net.

Signalons, enfin, que les annonces réalisées à la fois sur le site et sur la liste de diffusion se sont multipliées, témoignant de la complémentarité de ces deux outils.

UN CENTRE DE RESSOURCES RÉORGANISÉ

Faciliter l'accès aux ressources de l'ICA a été l'un des objectifs importants de l'année 2011.

Le Centre de ressources en ligne a ainsi été réorganisé autour de 9 sous-menus qui permettent d'accéder aisément à de nombreux documents issus du monde entier (articles, rapports, notes, actes, revues de l'ICA, lettres d'information, études, études de cas, boîtes à outils, guides, manuels, lignes directrices, normes, glossaires, répertoires, bibliographies, documents de référence, matériel promotionnel), traduits en plusieurs langues pour certains.

La réimportation de tous les documents contenus sur l'ancienne interface se poursuit.

VERS LA CRÉATION DE NOUVEAUX SERVICES

ACCOMPAGNER LA MODERNISATION PROGRESSIVE DE L'ICA

Dotée d'une interface plus ludique et plus colorée, le nouveau site de l'ICA s'inscrit résolument dans la modernité. Partager un lien, transmettre un article à un correspondant ou s'abonner aux flux RSS des organes de l'ICA est désormais extrêmement simple. En outre, la technologie du Webbler (l'outil de publication de contenu utilisé pour la réalisation du site) permet la publication de fichiers de format divers, comme les photographies, les vidéos ou les documents sonores.

En perpétuel développement, le site de l'ICA sert également de portail vers de nouveaux outils.

L'ICA ET LES MÉDIAS SOCIAUX

Après la création d'un premier compte Twitter (avril 2010) permettant de commenter les événements professionnels en temps réel, l'ICA a décidé de poursuivre l'aventure des médias sociaux en se dotant d'un compte Facebook afin d'assurer une plus large diffusion de ses messages.

Mais c'est surtout la création de la plate-forme d'échanges OKE (réalisée sur Buddy Press) qui a marqué l'année 2011. Ouverte à tous les professionnels désirant débattre de questions d'actualité en relation avec archives, OKE compte déjà 194 membres pour 7 groupes de discussions publiques ou privées.

Ces différents outils sont directement accessibles depuis le site web de l'organisation.

CONCLUSION

L'année 2011 aura donc été une année de développement pour le site internet de l'ICA.
En assurant une meilleure promotion de ses activités sur la toile et en améliorant constamment ses services, l'ICA manifeste son désir de transparence et traduit sa volonté d'ouverture sur un public toujours plus large.

COMMA 2011

Couverture de Comma, Revue internationale des archives, 2011

Deux numéros de Comma ont été publiés en 2011, le premier consacré aux archives d'architecture (co-édité par ICA-SAR), le second dédié aux archives du sport (co-édité par ICA-SPO), en lien avec les volumes 2009-1 et 2009-2. Le comité éditorial s'est réuni à deux reprises dans l'année : à Munich au mois de mai, aux Archives municipales de la capitale de Bavière (Bayern Hauptstadtsarchiv), en réponse à l'invitation cordiale et grâce à la généreuse hospitalité de son Directeur Mme Ksoll-Macon, puis en octobre à Tolède.

Le comité éditorial a continué de réfléchir aux moyens de réduire le retard dans les publications afin de rapprocher les dates théoriques et réelles de parution, le tout dans une optique de réduction des coûts de production et de distribution. Le comité reste également convaincu de la nécessité de donner plus de visibilité à Comma au sein de la profession, ainsi qu'auprès d'une audience toujours plus large. Pour atteindre ces deux objectifs, le comité a fait appel aux services d'un éditeur commercial pour la production et la distribution du journal. En décembre 2011, l'ICA a signé un contrat pour une prestation de production et de distribution avec les Presses universitaires de Liverpool (Liverpool University Press).

D'autre part, l'accès aux numéros de Comma depuis le site de l'organisation sera bientôt facilité grâce à la mise en place d'une plateforme virtuelle réalisée par Metapress des Presses universitaires de Liverpool. Cette plate-forme permettra, à terme, d'accéder au contenu des anciens numéros du journal, et rendra possible une recherche par article ou par thématique. Ces nouvelles dispositions permettront de réduire les frais généraux et d'alléger le travail de fabrication assuré par le secrétariat.

Le contrôle éditorial reste, bien sûr, intégralement entre les mains du comité de rédaction de Comma. Le premier numéro publié sur Metapress sera consacré à la CITRA/SAE de 2009 (numéro 2010-1).

Les numéros suivants sont programmés pour l'année 2012 : un numéro spécial Amérique latine (2010-2) et un numéro PARBICA/Australasie (2011-1), en lien avec le Congrès de août 2012.

Plusieurs membres du comité éditorial cesseront leur activité après le Congrès, et le comité a anticipé la question de cette succession. Un appel à candidatures a été lancé sur le site de l'ICA, et deux jeunes collègues ont ainsi été cooptés par le comité. D'autres candidatures sont en cours d'examen.

FLASH 2011

Couverture de Flash, Bulletin d'information de l'ICA. Publication 2011

Flash est un bulletin d'information interne, adressé aux membres de l'ICA, et qui approfondit la réflexion des professionnels, en complément des comptes-rendus de débats disponibles dans Comma. Cette publication a pour objectif de communiquer sur l'actualité des activités, des projets et des rencontres professionnelles de l'organisation. Il est publié deux fois par an, en juillet et décembre, en anglais et en français.
Outre les comptes-rendus des réunions de gouvernance, qui tiennent les membres de l'ICA informés de l'orientation stratégique de l'organisation, les membres des branches et des sections sont invités à transmettre des rapports sur leurs propres activités et projets.
Les deux numéros de 2011 ont essentiellement traité du programme de réforme des instances de gouvernance de l'ICA, en insistant particulièrement sur la tenue de la toute dernière CITRA de Tolède, qui vient de disparaitre au profit des conférences annuelles et d'un nouveau forum des archivistes nationaux (FAN).
Ont été également mis à l'honneur cette année les nouveaux partenariats forgés par l'ICA, tel le renforcement des relations avec la Fédération internationale des associations de bibliothèques (IFLA) et le soutien apporté par l'ICA au programme Mémoire du monde de l'UNESCO, ou encore l'approbation de la Déclaration universelle des Archives par cette même institution.
Dans l'année à venir, un groupe de travail consacré à l'examen des publications veillera à rationaliser les différents moyens de communication de l'ICA, à la fois sur support papier et numérique; conjointement avec ce travail, nous réfléchirons au moyen d'exploiter le format papier de Flash plus efficacement. Avec le lancement d'une lettre d'information électronique dont la mise en place se fera après le Congrès de Brisbane, il sera possible de repenser le format de Flash, de manière à lui donner une dimension plus thématique et à privilégier un traitement des problématiques approfondi et plus réflexif. Les comptes-rendus de réunions, de conférences et de tout autre événement trouveront tout naturellement leur place sur le site internet, ce qui accentuera leur adéquation avec l'actualité.
En attendant ces évolutions, Flash est désormais distribué en même temps que Comma par les Presses universitaires de Liverpool, de manière à donner plus de cohérence à la diffusion des deux titres, ce qui permet également de réduire les frais de distribution.

DE NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS AU SEIN DES PUBLICATIONS

POLITIQUE DE TRADUCTION

Après la validation par le Comité exécutif du texte dressant les contours de la politique de traduction de l'ICA en octobre 2011, les documents clés ont été identifiés afin d'être prioritairement traduits dans les six langues principales de l'UNESCO (anglais, français, chinois, arabe, espagnol et russe).
Il s'agit des textes de gouvernance (Constitution et document d'orientations stratégiques) ainsi que des normes déjà disponibles (ISAD-(G), ISAD(CPF) et ICA-Req).
Dans la mesure où les statuts et les orientations stratégiques sont actuellement en cours de révision, il a été décidé d'attendre que leurs nouvelles versions soient adoptées par l'Assemblée générale de 2012 avant de les faire traduire.
Ces traductions devraient ainsi être disponibles vers la fin de l'année 2012.
Ainsi que le démontre la politique de traduction, il est nécessaire de définir un processus de contrôle de la qualité et un système de validation afin d'obtenir des traductions officielles.
Des personnes référentes ont ainsi été identifiées et contactées pour chacune des langues officielles.
Des contacts ont été établis avec SPA et SAE afin de réfléchir à la façon d'élargir le nombre de ces traducteurs.

LA RÉVISION DES PUBLICATIONS

Un groupe de travail a été mandaté afin de revoir toutes les publications de l'ICA (y compris les publications en ligne) et de déterminer si ces dernières répondent aux besoins des membres et de l'ensemble de la communauté archivistique dans le but de développer une politique générale des publications. L'attention sera portée en premier lieu sur le contenu professionnel et scientifique. Les membres de ce groupe ont été choisis parmi les représentants des principaux groupes linguistiques : un thésaurus des termes de référence a été établi et transmis au comité exécutif. Un rapport définitif assorti de recommandations lui sera présenté en avril 2013.

3

SITUATION FINANCIÈRE

SITUATION FINANCIÈRE DE L'ICA

La situation financière de l'organisation est saine comme le montre le tableau de synthèse (voir ci-après) préparé par l'expert-comptable. Les comptes d l'année 2011 ont été arrêtés par le Comité exécutif en sa réunion de Berne d'avril 2012. Ils ont fait l'objet d'un contrôle par le Cabinet Deloitte qui les a certifiés et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale en sa réunion du 24 août 2012 à Brisbane.

Il est intéressant de noter que les recettes réelles excèdent de 5,8 % les prévisions budgétaires et que les dépenses ne représentent que 97 % des prévisions. L'année 2011 se termine donc avec un résultat d'exploitation de 125.804 € (2010 : -99.157 €), soit un excédent de 126.935 € (2010 : 1 480 €).

Si ce résultat s'inscrit dans la tradition d'une gestion prudente des finances, il ne doit pas cacher quelques risques pour l'organisation. Le premier est la dépendance extrêmement importante de l'ICA d'un petit nombre de contributeurs. En effet, presque la moitié des revenus provient des contributions de quelques dizaines de membres, ce qui rend l'ICA très vulnérable, notamment dans la conjoncture économique mondiale actuelle. Grâce au travail d'un groupe spécifique nous espérons trouver une solution à compter de 2013. Le but est de développer un système de cotisation plus équitable et transparent, qui réduira la charge financière des membres nationaux en répartissant de façon plus équilibrée la contribution financière entre toutes les catégories de membres.

Il est évident qu'il convient de rechercher de nouvelles sources de financement pour des prestations particulières, soit à l'intérieur de l'organisation, soit en trouvant des partenaires externes.

Enfin, il faut continuer à moderniser le système comptable et améliorer ainsi la gestion de l'organisation. La comptabilité permet de délivrer des informations essentielles à l'analyse de la situation et de la direction de notre organisation.

Le Comité exécutif a décidé d'affecter l'excédent dégagé à une réserve pour nous permettre d'élargir encore notre champ d'action et d'être ainsi en mesure de mieux répondre aux attentes de nos membres, notamment par la mise à disposition du plus grand nombre des produits et résultats de nos activités en faisant jouer au maximum la solidarité.

Andreas Kellerhals, Vice-président Finance

	31/12/10	Projet de Budget 2011 AGM 2010	Budget révisé 2011 EB	Au 31/12/2011	% VS Budget 2011
COTISATIONS	Euros	Euros	Euros	Euros	Euros
Catégorie A	765 524	750 000	750 000	675 646	90,1 %
Catégorie B	16 125	14 000	14 000	21 879	156,3 %
Catégorie C	101 078	100 000	100 000	82 132	82,1 %
Catégorie D	15 069	12 000	12 000	16 336	136,1 %
Paiments de membres non identifiés	1 765			750	
TOTAL	899 560	876 000	876 000	796 742	91,0 %
FIDA					
Dons des membres	2166			9 105	
Autres revenus					
Divers Contrats	12 332				
Subvention 2011 des Archives de France				50 000	
Fonds dédiés Subvention Archives de France 2011				33 996	
Subvention SNCF / SARDO				3 000	
Copyright sur publication (DAT)	78				
Produits financiers	62 637			18 045	
CITRA					
Frais d'inscription	45 384	30 000	30 000	47 802	159,3 %
SOUS-TOTAL	1 022 157	906 000	906 000	958 690	105,8 %
Report					
Branches 2008 / 2009	46 896	62 696	62 696	46 896	
Branches 2010	25 996			25 996	
Sections 2008 / 2009	51 821	60 087	60 087	51 821	
Sections 2010	28 153		28 153	28 153	
Programme		7 346	7 346		
Site Internet		38 669	38 669		
TOTAL	152 866	168 798	196 951	152 866	
Réserve					
Site Internet	30 000	30 000	30 000		
Projets PCOM	30 000	30 000	30 000		
Dictionnaire ~~de terminologie archivistique~~	11 000	11 000	11 000		
TOTAL	71 000	71 000	71 000		
Subventions					
Emirats arabes unis (fonds dédiés)	87 829	87 829	87 829	303	
Reliquat sur fonds dédiés (France)	83 996	50 000	50 000		
TOTAL	171 825	137 829	137 829	303	
TOTAL	1 417 848	1 283 627	1 311 780	1 111 859	84,8 %

	31/12/10	Projet de Budget 2011 AGM 2010	Budget révisé 2011 EB	Au 31/12/2011	% VS Budget 2011
PROGRAMME	Euros	Euros	Euros	Euros	Euros
Projets approuvés par PCOM	53 900	100 000	100 000	75 095	75,1 %
Allocutions aux branches budgétisées				30 000	
Dépenses sur l'allocation aux branches	24 005	50 000	50 000	20 000	40,0 %
Dépenses sur l'allocation aux brances (années précédentes)				5 000	
Allocations aux sections budgétisées				25 611	
Dépenses sur l'allocation aux sections (années précédentes)	21 847	50 000	50 000	24 389	48,8 %
Dépenses sur l'allocation aux sections (années précédentes)				6 793	
Projet ICA-AtoM (sur les fonds dédiés des EAU)	78 750	70 000	70 000	303	0,4 %
divers projets (Reporters volants)	1 918			2 018	
Réunions de PCOM	8 950			5 729	
Réuinions d'organismes (CCAAA)	630				
Bonnes pratiques et normes (Principes sur l'accès)	10 601	10 000	10 000	4 530	45,3 %
Dictionnaire en ligne de terminologie		0	0	11 000	
Contrats	13 026				
TOTAL	213 627	280 000	280 000	210 469	75,2 %
PUBLICATIONS					
Comma	66 279	60 000	60 000	17 050	28,4 %
Flash	22 458	30 000	30 000	33 428	111,4 %
TOTAL	88 737	90 000	90 000	50 478	56,1 %
COMMUNICATIONS					
Développement du site internet	35 487	30 000	30 000	5 956	19,9 %
Hébergement et maintenance des systèmes	16 169	20 000	20 000	11 275	56,4 %
TOTAL	51 656	50 000	50 000	17 231	34,5 %
MARKETING & PROMOTION					
Marketing (Outils de promotion) / Charte graphique de l'ICA	8 006	5 000	5 000	3 650	73,0 %
CONFERENCES					
CITRA 2011 Financement d'intervenants	4 139	30 000	30 000	11 191	37,3 %
CITRA 2010 Financement de participants	11 584				
Parts des frais d'inscription du pays hôte	22 692				
TOTAL	38 415	30 000	30 000	11 191	37,3 %
PARTENARIAT					
Financement d'organisations partenaires / projets communs	1 137	10 000	10 000	1 734	17,3 %
FIDA					
Financement de projets (sur la réserve FIDA)	19 000			15 023	
GOUVERNANCE					
Réunions de gouvernance	42 959	30 000	30 000	23 899	79,7 %
Comptable et Commissaires aux comptes	33 269	20 000	20 000	33 475	167,4 %
Assurance	202			1 212	
Conseils juridiques	5 257	15 000	15 000	12 558	83,7 %
Consultants	16 576	15 000	15 000	6 830	45,5 %
TOTAL	98 263	80 000	80 000	77 974	97,5 %

	31/12/10	Projet de Budget 2011 AGM 2010	Budget révisé 2011 EB	Au 31/12/2011	% VS Budget 2011
SECRETARIAT TOTAL					
Administration	101 312			96 943	
Charges financières	10 679			6 206	
Personnel	364 661			360 083	
Frais de déplacement	48 562			47 631	
TOTAL	525 214	480 000	500 000	510 863	102,2 %
AUTRES DEPENSES					
Représentation de l'ICA	1 224			2 317	
SUBVENTION					
Fonds dédiés (Subvention France 2010)	50 000			33 996	
Projets ICA-AtoM (sur le reliquat fonds dédiés France)	16 004			50 000	
TOTAL DES DEPENSES	1 111 283	1 025 000	1 045 000	984 925	94,3 %
RESULTAT NET	-89 126	258 627	266 780	126 934	

Allocation aux branches et sections	Début de l'exercice	Allocation de l'année	Annulation	Dépense de l'année	Au 31/12/2011
Branches 2008 / 2009	46 896		46 896		
Sections 2008 / 2009	51 821		51 821		
Branches 2010	25 996		25 996		
Sections 2010	28 153		28 153		
Branches 2011		50 000		20 000	30 000
Sections 2011		50 000		24 389	25 611
TOTAL	152 866	100 000	152 866	44 389	55 611

Fonds dédiés	Début de l'exercice	Allocation de l'année	Dépenses de l'année	Au 31/12/2011
Emirats arabes unis (fonds dédiés)	87 829			87 829
Reliquat sur fonds dédiés (France)	33 996		33 996	0
France 2011 (fonds dédiés)		50 000		50 000
France 2010 (fonds dédiés)	50 000			50 000
TOTAL	171 825	50 000	33 996	187 829

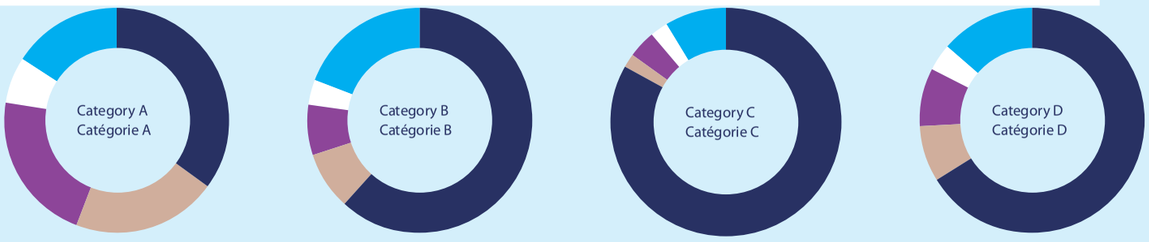
Réserve	Début de l'exercice (après affectation du résultat 2010)	Allocation de l'année	Dépenses au 30/04/2011	Au 31/12/2011	Proposition d'affectation (-Dépense/+Revenus)
Réserve pour congrès	90 000			90 000	
Réserve du Fida	85 746			85 746	-15 023 / +9105
Réserve pour des activités de programme	250 466			250 466	
Réserve de trésorerie	130 000			130 000	
Réserve sur résultats	302 526			302 526	
Résultat net 2011		126 934		126 934	
TOTAL	858 738	126 934	0	985 672	

MEMBERSHIP DEVELOPMENT

RAPPORT SUR LES MEMBRES

1 476 MEMBERS IN 198 COUNTRIES AND TERRITORIES
1 476 MEMBRES DANS 198 PAYS ET TERRITOIRES

	Category A Catégorie A		Category B Catégorie B		Category C Catégorie C		Category D Catégorie C		Total	
Year/Année Sections	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Europe	83	83	47	52	685	677	139	166	954	978
Africa/afrique	48	49	6	7	16	16	36	45	108	117
Asia/asie	49	51	4	6	27	32	32	36	112	125
Oceania/océanie	19	16	3	3	24	21	15	19	61	59
America/amérique	38	37	16	16	71	69	62	75	187	197
TOTAL	237	236	76	84	823	815	284	341	1420	1 476

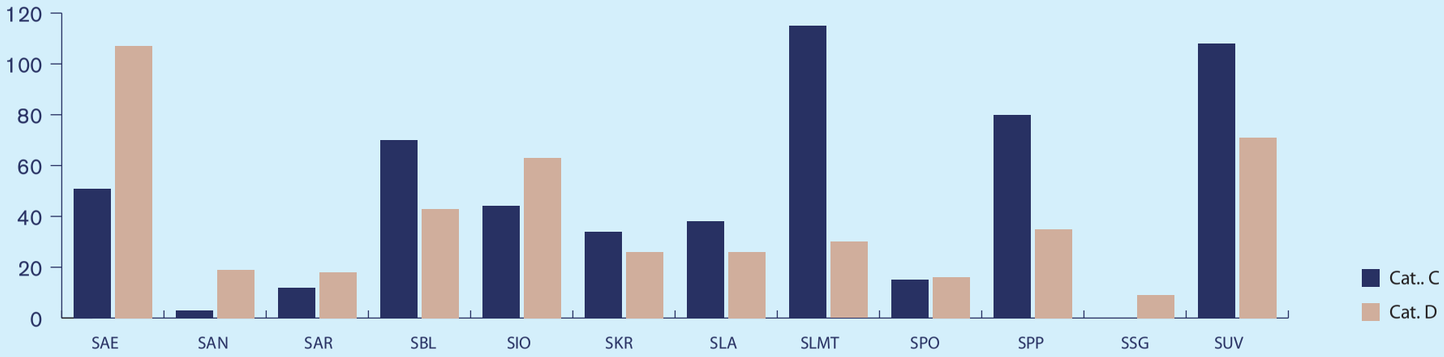


MEMBERSHIP DEVELOPMENT
RAPPORT SUR LES MEMBRES
2011

- Europe
- Africa/Afrique
- Asia/Asie
- Oceania/Océanie
- America/Amérique

TABLE OF BREAK DOWN IN SECTIONS
TABLEAU DES RÉPARTITIONS PAR SECTION

	Cat. C	Cat. D	TOTAL
Year/Année Sections	2011	2011	2011
SAE	51	107	158
SAN	3	19	22
SAR	12	18	30
SBL	70	43	113
SIO	44	63	107
SKR	34	26	60
SLA	38	26	64
SLMT	115	30	145
SPO	15	16	31
SPP	80	35	115
SSG	0	9	9
SUV	108	71	179
TOTAL	570	463	1033

SAE : Section pour l'enseignement de l'archivistique et la formation des archivistes/Section for Education and Training
SAN : Section des archives notariales/Section on Notarial Records
SAR : Section sur les archives d'architecture/Section on Architectural Records
SBL : Section des archives du monde du travail et des affaires/Section for Business and Labour Archives
SIO : Section des organisations internationales/Section of International Organisations
SKR : Section des archives des églises et des communautés confessionnelles/Section for Archives of Churches and Religious Denominations
SLA : Section sur les archives littéraires et artistiques/Section on Literature and Art Archives
SLMT : Section des Archives Locales, Municipales et Territoriales/Section of Local, Municipal and Territoriales Archives
SPO : Section des archives du sport/ Section on Sports Archives
SPP : Section des archives des parlements et des partis politiques/Section for Archives of Parliaments and Political Parties
SSG : Section provisoire sur la sigillographie/Provisional Section on Sigillography
SUV : Section des archives des universités et des institutions de recherche/Section on University and Research Institution Archives

GRAPHIC OF BREAK DOWN IN SECTIONS
GRAPHIQUE DES RÉPARTITIONS PAR SECTION